

Réponse de l'Association des distributeurs d'électricité en France à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie n° 2020-017 du 9 octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE HTA-BT)

Question 1. Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Dans le contexte très évolutif de la transition énergétique, le TURPE 6 doit répondre à des exigences élevées, sur le niveau de rémunération des investissements comme sur la trajectoire de charges nettes d'exploitation, ou encore sur le cadre de régulation équitable, en permettant notamment le développement de systèmes d'information et des services autour de la donnée. Les grands principes énoncés doivent donc permettre de répondre aux futures évolutions avec souplesse.

Question 2. Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF est globalement favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période TURPE 6 et prend acte de la décision de la CRE de ne pas faire évoluer la méthode de calcul des charges de capital introduite en TURPE 4 vers le modèle de rémunération sur une base d'actifs régulée à un coût moyen pondéré du capital de marché.

L'ADEeF souhaite toutefois que les discussions sur l'évolution du modèle de rémunération se poursuivent.

Question 3. Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?

L'ADEeF est favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours.

Toutefois, l'ADEeF n'est pas favorable à la limitation de cette rémunération aux seuls investissements à cycle long mais soutient la proposition d'une rémunération de l'ensemble des immobilisations au CMPC. En effet, l'ensemble des investissements à réaliser concourent au besoin de financement des entreprises gestionnaires de réseau, et des capitaux doivent être mobilisés à tout instant pour assurer le financement des actifs en construction sans toujours avoir connaissance des coûts liés à cette immobilisation.

Question 4. Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Les événements climatiques sont plus nombreux qu'auparavant et les destructions d'ouvrage qui en résultent ne peuvent être anticipées précisément sur une longue période. De même, les modifications d'ouvrages à la demande de tiers ne sont pas connues intégralement en amont de la période tarifaire.

Par ailleurs, la planification des réseaux est rendue plus complexe dans le contexte de la transition énergétique. Cela fait peser des risques de coûts échoués et des risques de sous-investissement qui seraient préjudiciables à la mise en œuvre des objectifs de la transition énergétique.

Dans la lignée de leurs contributions passées, l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution souhaitent donc que ces coûts échoués, et ceux qui pourraient apparaître par la suite, demeurent inclus au périmètre du CRCP.

Question 5. Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

L'ADEeF n'est pas défavorable à une évolution du mécanisme sur les actifs cédés, dès lors qu'elle porte uniquement sur les actifs immobiliers et fonciers, comme la CRE l'envisage. Toutefois, cette évolution devrait se faire dans le sens d'une plus grande symétrie entre le traitement des plus-values et celui des moins-values.

Question 6. Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?

L'ADEeF ne souhaite pas remettre en cause la durée actuelle de la période tarifaire de quatre ans et demeure favorable au maintien du fonctionnement du CRCP. Elle souscrit également aux propositions formulées sur la clause de rendez-vous, selon une périodicité dont les modalités pourraient toutefois être discutées.

Question 7. Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF rappelle tout d'abord que la régulation incitative ne doit pas permettre de donner à un opérateur régulé le rôle d'influencer la régulation du secteur. Dès lors, et dans ce souci d'équilibre, elle souhaite que le périmètre proposé par la CRE puisse être ajusté et que les postes suivants puissent notamment être pris en compte au CRCP.

Le FPE : la trajectoire des charges du FPE est fortement volatile du fait de la possibilité d'exposition des charges, et insuffisamment prévisible compte-tenu des impacts significatifs de la transition énergétique.

Le FACE : ce poste reste largement incertain en raison du fait de la transition énergétique et du périmètre des communes bénéficiaires (évolution des règles sur le critère de ruralité notamment).

Les charges de capital des projets informatiques essentiels, dont la volumétrie reste incertaine sur la période TURPE 6.

Les impayés fournisseurs, la garantie bancaire ne couvrant pas totalement ce risque ; ou alors il faudrait supprimer les dispositions permettant aux fournisseurs de s'affranchir de l'obligation de souscrire une garantie bancaire.

Les taxes, compte tenu des plans de relance et des réformes en discussion.

Question 8. Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

L'ADEeF n'est pas favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes. En effet, pour compenser les pertes, les gestionnaires de réseau de distribution sont exposés à des risques exogènes, générateurs de coûts variant d'une année sur l'autre.

Elle renvoie aux réponses d'Enedis d'une part et des fédérations d'ELD d'autre part, pour affiner ce mécanisme de régulation et les préconisations particulières.

Question 9. Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

L'ADEeF constate que la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement est basée sur un référentiel global pour TURPE 6. Elle renvoie à la réponse d'Enedis quant à la proposition d'étudier la possibilité de définir une base de coûts de référence par catégorie homogène une fois que la prochaine version du barème de facturation des raccordements sera mise en œuvre, avec comme objectif de l'appliquer en TURPE 7. Elle souhaite également souligner que les autres GRD ne disposent pas nécessairement de volumes de chantiers pour que ces coûts unitaires aient un sens pour chacun d'entre eux.

Question 10. Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF est globalement favorable au principe d'une régulation incitative des investissements « hors réseaux », dès lors qu'elle s'applique à une activité effectivement maîtrisable et prévisible et qu'elle laisse à l'opérateur une certaine marge de manœuvre temporelle et dans ses choix d'investissement.

Toutefois, les investissements « hors réseaux » sont essentiellement constitués des investissements relatifs aux systèmes d'information. Or ces systèmes d'information doivent intégrer des mutations rapides : besoin de modernisation et de sécurisation, services de publication de données, numérisation du réseau électrique, industrialisation des *smart-grids*, phase industrielle de la mobilité électrique. En tant que tels, ces investissements restent donc insuffisamment prévisibles. Ceci est encore plus crucial pour des ELD, du fait de leurs tailles et de leurs volumes d'affaires spécifiques.

Question 11. Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

L'ADEeF est favorable, sur le principe, à ce nouvel indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements entre la date d'accord du client sur le devis et la date d'envoi de la facturation, pour les six catégories de raccordement proposées, tout en neutralisant les causes exogènes.

Toutefois, elle souligne que cet indicateur n'est pas pertinent pour tous les GRD, du fait de leurs tailles et de leurs volumes d'affaires différents.

Elle souhaite également qu'il puisse être incité de manière symétrique (bonus et malus) et sans écart trop important par rapport à l'indicateur incité qu'il vient remplacer dans le domaine du raccordement.

En outre, l'ADEeF n'est pas favorable aux ambitions affichées en 2021 sur les catégories « collectifs » et « HTA » qui seront trop rapides, ni aux seuils de malus indiqués pour ces catégories. L'ADEeF renvoie à des discussions avec les gestionnaires de réseau concernés pour mettre en place des assouplissements.

Enfin, l'ADEeF souhaite qu'il soit précisé que les objectifs de trajectoire fixés par la CRE doivent être considérés toutes choses égales par ailleurs (et notamment les délais de raccordement imposés par la réglementation).

Question 12. Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations?

L'ADEeF prend note de la réflexion menée sur la régulation incitative du traitement des réclamations. Sous réserve que les indicateurs permettant sa mise en œuvre ne soient ni trop nombreux ni trop compliqués, elle renvoie aux précisions que pourront apporter les autres GRD sur ce sujet.

Question 13. Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?

L'ADEeF souligne l'attention portée par les GRD pour limiter les temps d'attente en ligne, en particulier pour les fournisseurs. Elle n'est pas défavorable à une forme d'incitation, à partir d'un taux d'accessibilité de la ligne téléphonique spécialisée fournisseurs. Elle souhaite que les objectifs définis dans la consultation prennent néanmoins en compte d'une part les réalisations effectuées par Enedis et d'autre part leurs remarques sur la proportionnalité de ces indicateurs.

Question 14. Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs envisagés relatifs au système de reconstitution des flux et à la prévision des pertes ?

L'ADEeF ne s'oppose pas à l'introduction d'un nouvel indicateur relatif au système de reconstitution des flux afin de mesurer l'énergie non affectée non plus seulement à l'échelle annuelle mais au pas demi-horaire, mais invite à la révision des modalités prévues pour cet indicateur.

Sur l'introduction d'un indicateur relatif à la prévision des pertes, l'ADEeF souligne qu'il doit être tenu compte des travaux importants sur la méthodologie de prévision engagés depuis 2019 et notamment des changements de règles déjà délibérés ou en cours de concertation avec les acteurs et le régulateur.

Par ailleurs, ces indicateurs, tels quels, ne conviennent pas à tous les GRD pour la période du TURPE 6.

Question 15. Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF n'a pas d'autres remarques particulières, mais souhaite que les indicateurs soient proportionnés et que des bilans réguliers soient réalisés sur leur utilité et leur application.

Question 16. Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF ne prend pas position sur le niveau du critère B. Elle en souligne seulement l'exigence, proportionnée, il est vrai, aux critères B récemment atteints, à condition toutefois que le contexte climatique de la prochaine période tarifaire ne soit pas trop dégradé par rapport au contexte actuel.

Question 17. Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

L'ADEeF est favorable à cette proposition, à condition que les méthodes utilisées permettent effectivement de fiabiliser le calcul du critère B.

En outre, le planning proposé par la CRE est globalement compatible avec la trajectoire des travaux prévus par Enedis mais nécessite le cas échéant un ajustement pour les GRD dont le déploiement des systèmes de comptage communicant ne suit pas le même calendrier

Question 18. Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

L'ADEeF ne se prononce pas sur cette question. Elle souhaite néanmoins que ces critères soient proportionnés au rythme d'amélioration de la fiabilité des ouvrages.

Question 19. Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

L'ADEeF souscrit à l'intérêt de la CRE pour une régulation incitative portant sur les coupures longues mais n'est pas favorable aux modalités et aux niveaux proposés par la CRE. En effet, il faudrait davantage tenir compte du caractère aléatoire des causes des incidents sur le réseau (aléas climatiques, terrain impraticable dans certains cas, communications limitées, etc.).

L'ADEeF souhaite la poursuite des échanges sur le sujet dans le sens d'un dispositif qui permettrait de partager l'incertitude associée à ces pénalités, tout en incitant à des progrès continus, tant au quotidien qu'en cas d'événements climatiques.

Question 20. Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTA-BT ?

L'ADEeF est favorable au dispositif de régulation incitative proposé pour TURPE 6 ainsi qu'aux objectifs de transparence et de contrôle de l'efficacité des dépenses et aux modalités correspondantes présentées par la CRE.

Elle souscrit à une consultation sur les grands thèmes de recherche prévus, dès lors qu'elle porte sur les évolutions attendues pour favoriser les innovations par les acteurs du marché mais non sur la performance industrielle de tel ou tel GRD.

Question 21. Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smart grids afin de lui donner plus de souplesse ?

L'ADEeF est favorable à l'abaissement du seuil du guichet de 3 M€ à 1 M€, afin d'y intégrer davantage de GRD et de projets.

En outre, en écho aux questions précédentes, la restriction du guichet aux charges d'exploitation pourrait être un sujet si les charges de capital liées au développement des SI des projets *smart grids* n'étaient pas au CRCP (le développement SI de nouveaux projets *smart grids* non prévus à ce jour ne seraient alors pas financés pendant la période tarifaire).

Question 22. Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

L'ADEeF fait remarquer que l'ensemble des services d'accès aux données est dépendant d'un certain nombre de facteurs exogènes et aléatoires. Il conviendrait donc de les exclure de l'assiette de calcul des indicateurs, tout comme les arrêts de service programmés nécessaires à la maintenance et aux montées de version des systèmes.

En outre, les cibles proposées ne pourront être atteintes sans investissements pour adapter les SI (même sans refonte profonde des systèmes), non couverts par le tarif à ce jour. La trajectoire de charges à couvrir devra tenir compte de ce surcoût potentiel.

En outre, l'ADEeF fait là encore remarquer que les calendriers de déploiement restent différents pour chaque GRD.

Question 23. Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

L'ADEeF s'accorde avec la CRE sur la nécessité de favoriser l'éclosion de travaux en faveur de l'innovation. Toutefois, le dispositif d'incitation envisagé est trop dissymétrique et peut interroger sur le rôle du régulateur. En particulier, mettre en œuvre des malus en la matière à partir d'une appréciation qualitative des projets conduirait à une rupture majeure.

Toutefois, un certain nombre de thématiques pourront faire l'objet d'échanges particuliers, comme les flexibilités, le stockage, le foisonnement des IRVE ou encore Linky.

Question 24. Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

L'ADEeF n'a pas de remarque particulière sur cette question.

Question 25. Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

Les exigences liées à la complexification des missions des gestionnaires de réseau, tant en matière de ressources humaines qu'informatiques, justifient ce niveau, afin de permettre aux GRD de garantir une qualité de service optimale sur l'ensemble de leurs activités.

L'ADEeF souligne que cette régulation résulte d'un processus de construction mettant à contribution toutes les parties prenantes. La fixation des bornes hautes, basses et des trajectoires moyennes doit en tenir compte. De la même manière, les ajustements doivent être faits de manière équitable pour tous les acteurs, afin qu'un seul d'entre eux n'ait pas à supporter l'objectif de maîtrise des coûts demandée au secteur de l'énergie.

Question 26. Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés tels que prévus par le projet de loi de finances ?

L'ADEeF se joint aux différents GRD pour souligner que le « β » de l'actif proposé par la CRE est trop bas, et en décalage avec la médiane des valeurs retenues par les régulateurs européens pour la distribution d'électricité (plutôt 0,40). A ce titre, la fourchette de marge sur actif envisagée par la CRE est sous-évaluée.

Un niveau supérieur du β serait d'autant plus justifié que les données de marché indiquent que l'exposition au risque systémique des opérateurs de réseaux électriques perçue par les investisseurs en fonds propres est en hausse par rapport à la période du TURPE 5 qui s'achève en 2021, ce que confirme la crise sanitaire ; crise qui induit par ailleurs un niveau d'incertitude élevé sur ces sujets, qui pourrait avoir également une incidence sur le taux d'IS retenu et qui pousse à considérer l'utilité d'une clause de révision annuelle.

Question 27. Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

L'ADEeF rappelle que les trajectoires d'investissement sont particulières à chaque GRD, en fonction notamment de leur structure et des caractéristiques des réseaux qu'ils exploitent. Elle souscrit aux révisions sur la croissance des besoins en matière de dépenses d'investissements dans les réseaux, en particulier de renouvellement et hors projet Linky.

Question 28. Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

L'ADEeF n'a pas de remarque particulière sur cette question.

Question 29. Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

En application de la loi ELAN, les valeurs patrimoniales des colonnes montantes sont intégrées avec un financement intégral par le concédant, sans enrichissement pour le concessionnaire. Aussi, elles donneront dans le temps lieu à un amortissement pour le compte des concédants. Dès lors qu'elles deviennent ainsi le résultat d'une obligation contractuelle, ces charges doivent être couvertes par le tarif.

Les ajustements proposés, qui portent sur le montant à inscrire à l'actif dans les comptes du distributeur, sont liés à des approches disparates et interrogent l'ADEeF. L'ajustement sur la valorisation des colonnes hors concession est issu d'une approche économique, pour la couverture tarifaire, qui diffère de la réglementation comptable applicable pour les apports de biens d'occasion. Il interroge l'ADEeF quant à son fondement. L'ajustement sur les quantités de colonnes en et hors concession relève du débat d'experts sur des conventions rendues nécessaires par l'absence d'informations objectives sur la propriété des colonnes. Il interroge l'ADEeF quant à ses conséquences et à sa mise en œuvre.

En outre, les écarts éventuels entre les estimations utilisées pour calculer ces ajustements et la valeur réelle des colonnes intégrées en concession devraient être inscrits au CRCP, que cela soit sur la rémunération de la BAR ou sur la couverture des dotations aux amortissements si la CRE venait à confirmer un ajustement également sur le montant couvert d'amortissement financement du concédant.

Question 30. Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF ne souhaite pas faire de remarque particulière sur ces trajectoires, hors les conséquences que la crise sanitaire pourrait avoir et les particularismes liés aux différences de situations entre zones de desserte différentes.

Question 31. Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

L'ADEeF s'interroge en particulier sur le niveau des indexations, qui repose sur un niveau de charges à couvrir dont les bornes sont contestées.

Par ailleurs il conviendra *in fine* d'adapter le niveau de l'indexation du tarif HTA/BT en fonction du niveau effectif du TURPE HTB. De la même manière, le lissage envisagé devrait également pouvoir s'appliquer au tarif HTB.

Question 32. Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme R_f envisagées par la CRE ?

L'ADEeF n'est pas défavorable à la proposition envisagée par le CRE de faire évoluer à compter du 1^{er} août 2021 le paramètre R_f de l'inflation.

Question 33. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

L'ADEeF est favorable au maintien de la forme des grilles tarifaire pour TURPE 6. Elle reste vigilante sur les distinctions souhaitables qui pourraient être opérées temporairement entre les clients non équipés de compteurs communicants et ceux qui le sont.

Question 34. Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension $BT \leq 36$ kVA mais aussi HTA et $BT > 36$ kVA ?

L'ADEeF comprend la logique de la baisse des composantes de comptage mais souhaite faire remarquer qu'aux baisses de coût dues aux évolutions des technologies de comptage seront aussi associés de nombreux autres chantiers en cours et à venir et que le calendrier de déploiement des compteurs communicants des GRD peut s'étaler selon les cas jusqu'à fin 2024. Ainsi, toute évolution des composantes de comptage devrait être opérée avec prudence : la CRE a-t-elle envisagé de procéder par étapes ?

Question 35. Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

L'ADEeF est globalement favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT. Elle s'en remet aux analyses des GRD sur le détail de ces évolutions des signaux tarifaires et des usages associés. L'ADEeF attire cependant l'attention de la CRE sur la lisibilité des évolutions du signal de report en heures creuses qui porte un risque d'affaiblissement :

- le signal est renforcé par la plus grande valeur donnée à la maîtrise de sa puissance souscrite, réalisable par le pilotage de charge (ECS, VE) en HC ;
- le signal est affaibli par le renchérissement du prix de l'énergie en heures creuses 'HCH'.

Question 36. Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

L'ADEeF est favorable à cet alignement qui apporte de la cohérence entre les grilles HTA et HTB, étant précisé que les distributeurs ne sont pas tenus d'assurer les éventuels dépassements de puissance si ceux-ci venaient à mettre en péril la sécurité du réseau.

Question 37. Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?

L'ADEeF est favorable à cette précision.

Question 38. Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

L'ADEeF est favorable au maintien du niveau des composantes de gestion et souligne que la même composante de gestion pour l'autoconsommation individuelle devrait s'appliquer aux situations avec ou sans injection, les actions de gestion étant du même ordre et donc leurs coûts très proches.

Question 39. Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

L'ADEeF est favorable à une disposition qui vise à représenter l'intérêt de rapprocher production et consommation à l'aval d'un même poste de distribution HTA/BT, à condition que cela n'entache pas les grands principes de la distribution publique d'électricité.

Question 40. Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

L'ADEeF ne souhaite pas formuler de remarque particulière sur cette question.

Question 41. Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

L'ADEeF est favorable à cette exemption mais rappelle que les règles de gestion ont besoin de stabilité et de proportionnalité (aux nombre de cas clients concernés), afin de réduire les coûts des systèmes d'information nécessaires.

Question 42. Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

L'ADEeF est favorable à cette proposition.